

Communiqué du 5 octobre 2009

Nomination de Stéphane Richard à la Direction des opérations France : un premier pas vers un capitalisme à visage humain ?

La Direction de France Télécom vient d'annoncer la démission de Louis Pierre Wenes, remplacé par Stéphane Richard en tant que Directeur général adjoint, en charge des opérations France.

Monsieur Wenes a été le principal artisan d'une politique meurtrière, où les indicateurs du capitalisme financiers ont constitué les seuls outils de pilotage. L'ADEAS ne peut donc que saluer son départ, et **s'oppose à ce qu'il reçoive quelque bonus ou prime exceptionnelle à cette occasion.**

L'ADEAS souhaite que l'arrivée de Monsieur Richard voie l'avènement d'un nouveau projet industriel, et un changement en profondeur des méthodes de pilotage. Rappelons que la France pèse pour moitié dans les résultats du Groupe, et que Monsieur Richard a été désigné comme favori du gouvernement français à la succession de Didier Lombard. Cette importante prise de fonction va donc préfigurer la manière dont il entend gouverner le Groupe dans l'avenir.

L'ADEAS maintient par ailleurs ses positions et ses demandes, tant à la Direction de l'entreprise qu'au gouvernement français.

L'ADEAS demande à la Direction de France Télécom de prendre la pleine mesure de ses responsabilités. Les salariés actionnaires attendent des gestes forts, qui permettent de tourner le dos à une logique de court terme, au profit d'un vrai projet industriel et collectif. Elle demande :

- La **baisse immédiate du niveau des dividendes**, qui saignent actuellement l'entreprise, au détriment de l'investissement et du désendettement.
- **L'arrêt de la distribution de stock-options**, qui a dévoyé le management de l'entreprise : les yeux rivés sur les cours de bourse, les plus hauts dirigeants en sont devenus incapables de piloter l'entreprise en tenant compte du facteur humain.
- **L'arrêt d'une politique uniquement basée sur la réduction des coûts**, où les personnels ne sont plus considérés que comme une charge, et qui abîme l'image de notre

entreprise. Il faut au contraire permettre aux équipes de mettre en œuvre une offre de qualité, au bénéfice du service rendu à la clientèle.

- **La reprise de l'investissement** dans les réseaux du futur, tels la fibre, afin que l'entreprise reste au top niveau de la technologie et puisse préparer les services de demain qui assureront sa pérennité.

L'ADEAS demande également à l'État de prendre toutes ses responsabilités dans l'organisation d'un marché des télécommunications qui profite à l'intérêt national, et notamment de légiférer sans attendre pour :

- **Interdire les délocalisations à tous les opérateurs exploitant des ressources appartenant au patrimoine national**, telles que les fréquences radios mises en concession au travers des licences 3G. Si une telle mesure s'applique à l'ensemble des opérateurs, il n'y aura pas distorsion de concurrence. Cela permettra en revanche de retrouver 15 à 20 000 emplois en France, particulièrement nécessaires en période de crise.

- **Mettre en place un cadre réglementaire stable et réaliste pour le déploiement de la fibre**, assurant aux entreprises qui prennent le risque d'investir qu'elles ne seront pas pénalisées. Il faut permettre à France Télécom de faire ce qu'il a fait pour le déploiement de l'ADSL, et calquer l'organisation du marché de la fibre optique sur un modèle similaire. Ce nouveau réseau doit se mettre en place pour plusieurs décennies, il sera une infrastructure essentielle pour l'économie française : il ne doit donc pas être considéré comme le terrain d'expérimentation de modèles hasardeux.

- **Légiférer pour interdire les attributions de stock-options**, qui constituent aujourd'hui une part disproportionnée dans les revenus des dirigeants d'entreprises, et qui peuvent s'avérer aussi toxiques que les bonus des traders pour la pérennité des entreprises.

L'ADEAS milite pour un capitalisme à visage humain, où les bénéfices sont véritablement partagés entre les salariés et les actionnaires, où la stratégie industrielle garantissant la pérennité de l'entreprise prend le pas sur les stratégies financières de court terme.

A propos de l'ADEAS

L'ADEAS (Association pour la Défense de l'Épargne et de l'Actionnariat des Salariés de France Télécom-Orange) représente et défend les intérêts des personnels actionnaires du Groupe France Télécom.

Les personnels détiennent en effet 4% des actions de l'entreprise, constituant le second actionnaire derrière l'État, qui en détient 27%. Ils doivent faire valoir leurs droits à une juste part de la valeur qu'ils ont contribué à créer.

L'ADEAS est force de propositions notamment pour ce qui relève du développement de l'actionnariat et de l'épargne salariés, de la sauvegarde de l'entreprise et de ses emplois, et de la juste répartition des bénéfices entre travail et capital. Elle œuvre pour favoriser

l'accès à l'actionnariat salarié, et permettre à ces actionnaires « pas comme les autres » de contribuer au développement de l'entreprise comme à ses choix stratégiques.

Contacts

Sur Toulouse

Hélène MARCY, présidente de l'ADEAS
06 71 27 05 86 – helene.marcy@orange.fr

Sur Paris

Pascal MERIAUX, vice-président de l'ADEAS
06 86 12 40 22 - pascal.meriaux@orange-ftgroup.com
Sébastien CROZIER, membre de l'ADEAS
élu au Comité Central d'Entreprise de France Télécom
06 86 27 32 72 - sebastien.crozier@orange-ftgroup.com

Adresse postale

89 bld Magenta – 75010 Paris

Adresse web

www.adeas-ftgroup.org